



COMMUNIQUÉ

N° : 15

La crise du volcan coûte 1,7 milliard \$US aux transporteurs aériens – L'IATA réclame des mesures pour atténuer les impacts –

21 avril 2010 (Berlin) – L'Association du transport aérien international (IATA) estime que la crise causée par l'éruption volcanique en Islande aura coûté aux transporteurs aériens plus de 1,7 milliard \$US en pertes de revenus en date de mardi, soit six jours après l'éruption initiale. Durant une période de trois jours (17 au 19 avril), durant laquelle les transporteurs effectuaient 29 % de vols de moins que prévu, les pertes de revenus ont atteint 400 millions \$US par jour.

« Les pertes de revenus s'élèvent maintenant à plus de 1,7 milliard \$US, seulement pour les transporteurs aériens. Au plus fort, la crise affectait 29 % de l'aviation mondiale et plus de 1,2 million de passagers par jour. L'ampleur de cette crise éclipse celle du 11 septembre 2001, alors que l'espace aérien américain avait été fermé durant trois jours », explique M. Giovanni Bisignani, directeur général et chef de la direction de l'IATA.

L'IATA souligne que certaines économies découlent de l'annulation des vols. Par exemple, la facture de carburant diminue de 110 millions \$US par jour, par rapport à la normale. Mais les transporteurs aériens assument des coûts additionnels liés aux services aux voyageurs. « Pour une industrie qui a subi des pertes de 9,4 milliards \$US l'an dernier et qui prévoyait encore des pertes de 2,8 milliards \$US pour 2010, cette crise est désastreuse. Elle frappe le plus fort dans la région où les compagnies aériennes subissent les conditions financières les plus critiques. Les transporteurs européens prévoyaient déjà des pertes de 2,2 milliards \$US cette année, les pires de l'industrie », note M. Bisignani.

Atténuation des conséquences financières

« Alors que nous en sommes à comptabiliser les coûts de cette crise, nous devons déjà envisager les moyens d'atténuer ses conséquences. Certains de nos partenaires aéroportuaires mettent en place des bonnes pratiques industrielles. L'aéroport Heathrow de Londres et celui de Dubaï renoncent aux frais de stationnement et n'exigent pas de frais pour les vols de repositionnement.

Mais les gouvernements ont un rôle encore plus important à jouer. M. Bisignani a formulé quatre demandes particulières concernant des allègements réglementaires.

- **Mitiger les règles touchant les créneaux aéroportuaires** : l'IATA demande que les règles concernant l'allocation des créneaux de décollage et d'atterrissage (« *use it or lose it* ») soient assouplies pour tenir compte du caractère exceptionnel de cette crise.
- **Permettre les vols de nuit** : l'IATA presse les gouvernements de lever l'interdiction de voler la nuit afin que les transporteurs puissent mettre tout en œuvre pour ramener les voyageurs chez eux dès que possible.
- **S'occuper des réglementations inéquitables concernant le traitement des passagers** : « La crise est un cas de force majeure, totalement hors du contrôle des compagnies aériennes. Les assureurs le comprennent certainement. Mais les réglementations européennes concernant les droits des passagers ne tiennent pas

compte de cette réalité. Ces réglementations n'accordent pas de dispense en cas de situation exceptionnelle et obligent encore les transporteurs à assumer des frais d'hébergement, de repas et de téléphone. Ces réglementations n'ont pas été conçues en fonction de circonstances aussi extraordinaires. Il est urgent que la Commission européenne trouve le moyen de soulager les transporteurs d'un fardeau aussi inéquitable », a déclaré M. Bisignani.

M. Bisignani a aussi exhorté les gouvernements à envisager des moyens d'indemniser les compagnies aériennes pour leurs pertes de revenus. À la suite des événements du 11 septembre, le gouvernement américain a consenti une somme de 5 milliards \$US pour dédommager les transporteurs qui avaient dû interrompre les vols durant trois jours. La Commission européenne avait aussi permis aux États européens d'offrir une aide semblable.

« Je suis le premier à dire que cette industrie ne demande pas à être renflouée. Mais cette crise ne résulte pas d'une mauvaise conduite de nos affaires. Il s'agit d'une situation extraordinaire empirée par un processus décisionnel déficient chez les gouvernements. Les compagnies aériennes n'ont pas pu fonctionner normalement. Les gouvernements devraient aider les transporteurs à récupérer les coûts occasionnés par ce bouleversement », a soutenu M. Bisignani.

Réouverture de l'espace aérien

Lundi, la Commission européenne a annoncé une révision des mesures concernant les fermetures d'espaces aériens, en réponse aux critiques généralisées à son endroit.

« Les espaces aériens étaient fermés en fonction de modèles théoriques et non en se basant sur les faits. Des vols d'essai effectués par nos membres ont démontré que les modèles étaient erronés. La sécurité est notre priorité absolue. Tout en assurant la sécurité, l'Europe devait adopter un processus décisionnel fondé sur les faits et l'évaluation des risques, et non sur des théories », a affirmé M. Bisignani.

« La décision d'établir des catégories d'espace aérien selon le niveau de risque a été un pas dans la bonne direction. Malheureusement, cette décision n'est pas appliquée de façon uniforme par tous les États. Cette situation est embarrassante pour l'Europe qui, après des décennies de pourparlers, n'arrive toujours pas à administrer un Ciel unique européen efficace. Le chaos et les pertes financières de la dernière semaine devraient alerter les leaders politiques d'Europe sur l'importance et l'urgence d'un Ciel unique européen », selon M. Bisignani.

– IATA –

Contact :

Anthony Concil
Directeur des communications corporatives
Téléphone : + 41 22 770 2967
Courriel : corpcomms@iata.org

Notes aux rédacteurs :

- L'IATA (Association du transport aérien international) représente quelque 230 compagnies aériennes qui assurent 93 % du transport aérien international régulier.